

PROTECTORAT DU TONKIN
BẮC-KỲ BẢO-HỘ CHÍNH-PHỦ



PROVINCE DE BAC-KAN
TỈNH BẮC-KẠN

16751

Châu: _____

Động: _____

COUTUMIER
A L'USAGE DES MANS

HƯƠNG-UỐC
DÂN MÁN



THƯ VIỆN QUỐC GIA VIỆT NAM
BIBLIOTHEQUE NATIONALE DU VIETNAM
NATIONAL LIBRARY OF VIETNAM

IMPRIMERIE LE-VAN-TAN
130 - 136, Rue du Coton
HANOI
— 1931 —

M(7)

6553

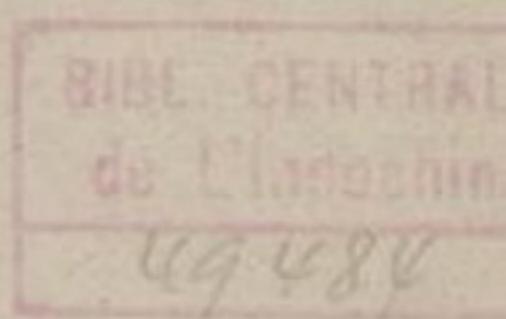
PROTECTORAT DU TONKIN
BẮC-KỲ BẢO-HỘ CHÍNH-PHỦ

PROVINCE DE BAC-KAN
TỈNH BẮC-KẠN

Châu: _____
Đóng: _____

COUTUMIER
A L'USAGE DES MANS

HƯƠNG-ƯỚC
DÂN MÃN



IMPRIMERIE LE-VAN-TAN
130 - 138 Rue du Coton
HANOI
1931

THƯ VIỆN QUỐC GIA VIỆT NAM
BIBLIOTHEQUE NATIONALE DU VIETNAM
VIETNAMESE NATIONAL LIBRARY OF VIETNAM

Le présent coutumier a été élaboré sur l'initiative du Résident de France MASSIMI, assisté du Bo-chanh DUONG-VAN-AM, mandarin provincial, par une Commission composée de :

*MM. LUONG-DINH-TRUNG, Quan-dao en retraite,
VI-VAN-Y, Tri-phu de Bach-thông,
NONG-THIEM-THANG, Ancien Tri-châu,
NGUYÊN-DUY-LE, Ancien Châu-uy,
LUONG-VAN-THU, Ancien Chef de Canton,
TRIEU-CHI-TAI, Chanh-quan-chieu de Bach-thông,
BAN-VAN-HOANG, Chanh-quan-chieu de Cho-ra,
HOANG-VAN-VAN, Notable Nùng du Châu de
Ngân-son.*

qui a tenu ses délibérations au yamen du mandarin provincial en Octobre 1931 (9^e mois de la 6^e année de Bao-Dai).

Les textes ont été traduits par M. HOANG-VAN-HOT, Commis des Résidences.

Les dispositions de ce coutumier sont inspirées d'une part des pratiques et traditions que la population autochtone de la province respecte encore avec ferveur, et, d'autre part, de l'évolution mentale qui résulte chez elle de son contact avec la civilisation occidentale.

Elles correspondent, par suite, à l'état actuel des concepts indigènes de la région ; la sagesse commande de ne les émender que lorsqu'un stade nouveau d'évolution affirmera des progrès qui rompront nettement leur harmonie avec les usages codifiés ici.

THƯ VIỆN QUỐC GIA VIỆT NAM
BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DU VIETNAM
VIETNAMESE NATIONAL LIBRARY

PROVINCE DE BAC-KAN

Châu de

COUTUMIER

à l'usage des Mans

Dông de

CHAPITRE I

Administration du Dong

ARTICLE PREMIER. — Le Dong-truong est chargé, sous l'autorité et le contrôle du Chanh-man-muc et du Chanh-quan-chieu, de l'expédition de toutes les affaires administratives intéressant le dong et en particulier du recouvrement des impôts.

Le Dong-truong est secondé dans sa tâche par un Thôn-truong dans chaque thôn, qui s'occupe, entre autres, de la réquisition des prestataires et des travaux de route.

ART. 2. — Le Dong-truong ainsi que les Thôn-truong sont responsables de l'ordre et de la sécurité de leur groupement ethnique.

Ils sont guidés et conseillés dans leur mission par les Chanh et Pho-man-muc ainsi que par les Chanh et Pho-quan-chieu, responsables avec eux de la tranquillité publique.

En compensation de leurs obligations, le Dong-truong et les Thôn-truong bénéficient des avantages ci-après, tant qu'ils demeurent en exercice:

1° — le montant de leur impôt personnel ainsi que leurs impôts fonciers, mais ceux-ci ne pouvant jamais porter sur plus de deux mâu par agent communal, sont supportés par la population man. La répartition sur les administrés doit être équitable, et la quote-part à payer par chacun, fixé à un taux uniforme.

2° — ils sont exemptés des corvées et prestations; ils participent à toutes les réunions où se discutent les affaires intéressant leur groupement.

ART. 3. — Les anciens agents communaux, licenciés ou ayant fait l'objet d'une condamnation judiciaire, sont inhables à collaborer à la gestion des affaires du groupement. Exception est faite cependant pour ceux qui sont réhabilités par la suite ou qui obtiennent un témoignage de satisfaction du Résident Supérieur postérieurement à la sanction punitive.

ART. 4. — Les administrés du dong ont le devoir de pratiquer les traditions de probité et de civilité qui ont toujours été en honneur dans la race man. Ils doivent éviter tout contact avec les malfaiteurs et, à fortiori, s'abstenir de leur donner asile.

CHAPITRE II Police générale

ART. 5. — Le Dong-truong et les Thôn-truong organisent la police du groupement et éventuel-

lement la poursuite des malfaiteurs. Ils sont tenus de signaler à l'autorité tous faits ou propos insolites, sitôt qu'ils en ont connaissance, et en cas de flagrant délit, de faire arrêter et conduire délinquants et objets délictueux au mandarin du châu ou au Chef de poste le plus voisin.

Ils exercent une surveillance étroite sur les étrangers de passage et cherchent à connaître les mobiles de leur visite.

L'ordre public du groupement étant la condition première du bien-être et de la prospérité, les agents d'autorité doivent en un mot veiller avec vigilance à ce que cet ordre ne soit jamais troublé.

ART. 6. — Les habitants sont astreints, sous peine d'une amende de 1 piastre au profit de la caisse du dōng, de signaler, sans délai, la présence de personnes étrangères au dōng, quelle que soit leur race.

En cas de recel de criminels ou d'agitateurs par l'un d'entre eux, des poursuites judiciaires seront mises en action.

CHAPITRE III Alarme et secours

ART. 7. — En cas de danger (inondation, incendie, brigandage, etc...) le Dōng-truong ou le Thôn-truong doit, dès qu'il en est informé, sonner l'alarme si ce n'est déjà fait par les personnes exposées au danger. A cet effet, les autorités susvisées doivent posséder dans leur demeure un cai-mo (bambou creux).

ART. 8. — Le signal d'alarme est réglé de la façon ci-après:

1° — *en cas de brigandage*: sonnerie continue et de même ton pendant un temps assez long (trois minutes environ).

2° — *en cas d'incendie* : trois roulements de ton diminuendo se succédant à intervalle rapproché et repris après une interruption de quinze secondes environ.

3° — *en cas de vol de buffle, de bœuf ou de cheval*: un roulement de ton diminuendo repris après une interruption de quinze secondes environ.

Le premier thôñ qui perçoit le signal doit le répéter pour aviser le thôñ voisin et jusqu'à ce que ce dernier ait répondu.

Au cas où l'éloignement d'un thôñ empêche d'entendre l'alarme donnée du thôñ voisin, celui-ci a charge de faire transporter l'instrument avertisseur à un point suffisamment rapproché du thôñ à alerter pour que le signal soit perceptible.

L'alarme telle qu'elle est décrite ci-dessus est uniforme à toutes les dông de la province; l'obligation d'avertissement mutuel est étendue de dông à dông.

ART. 9. — Lorsque la sonnerie d'alarme se fait entendre, chacun doit prêter l'oreille pour s'assurer de la nature du péril annoncé. Ce péril déterminé, le Thôñ-truong tout en faisant avertir le thôñ voisin, dirige les habitants de son groupement sur le lieu du sinistre avec le matériel approprié.

Tous hommes valides de 18 à 50 ans d'âge sont astreints de participer à l'organisation des secours.

Ces dispositions sont également applicables en cas d'incendies de forêts.

ART. 10. — Sont passibles des pénalités indiquées ci-dessous tous ceux qui, ayant entendu le signal d'alarme, ne l'auraient pas répété, comme ils le devaient, pour avertir le thôn voisin, ou qui se seraient soustraits sciemment à leurs obligations :

1° — en cas d'incendie ou d'inondation : versement de 2 piastres et de 20 cân de riz au profit des sinistrés;

2° — en cas de brigandage, les défaillants seront signalés à l'autorité pour être déférés, s'il y a lieu, devant les tribunaux;

Au cours des sauvetages il est formellement interdit de s'approprier les biens des sinistrés. Les contrevenants sont tenus à la restitution des objets enlevés et conduits à l'autorité aux fins de sanction.

ART. 11. — Tous ceux qui, dans l'accomplissement de leur devoir, reçoivent une blessure, sont soignés aux frais du dông; s'ils en meurent, ils doivent être enterrés également aux frais du dông avec toute la solennité due en pareille circonstance et leurs noms perpétués à l'occasion des fêtes rituelles annuelles. Dans tous les cas, le dông est tenu de signaler le fait à l'autorité pour que les actes du devoir soient récompensés.

ART. 12. — Lorsqu'un individu, quelle que soit sa nationalité, est victime d'un accident de n'importe quelle nature (auto, avion, chute de cheval, naufrage) ou même se trouve simplement désemparé, les habitants voisins sont tenus de lui porter secours dans la mesure de leurs

moyens; ils doivent, en particulier, veiller sur sa personne et ses biens. Dans le même temps, ils en avisent leurs Thôn-truong et Dông-truong qui en informent d'urgence l'autorité.

Ceux qui se seront soustraits à ce devoir d'humanité, seront blâmés publiquement et pourront, le cas échéant, encourir une amende de 0p20 à 1p00 au profit de la caisse du dông.

CHAPITRE IV

Recouvrement des impôts et taxes

ART. 13.— Dès réception de la carte-quittance, le Dông-truong fixe le jour où il sera procédé à la répartition des impôts et en avise aussitôt ses administrés par l'intermédiaire des Thôn-truong.

Au jour indiqué, chaque famille envoie un délégué chez le Dông-truong pour procéder à la répartition des charges.

La plus stricte équité doit présider ces travaux de répartition.

Un état détaillé qui tiendra compte des stipulations de l'art. 18 sera dressé et signé de toutes les personnes présentes à la réunion, puis, soumis au visa du Chef de circonscription par l'intermédiaire du Chanh-man-muc et du Chanh-quan-chieu.

Le recouvrement est effectué après retour de l'état approuvé.

ART. 14 — En raison de la vaste étendue des dông, le Dông-truong est autorisé, à l'occasion de la répartition des impôts, à donner un repas aux frais de la communauté. Le coût total de ce repas

ne peut dépasser, en aucun cas, la somme de..... piastres, répartie sur les habitants et recouvrée en même temps que l'impôt foncier.

Il est formellement interdit de transformer ces repas en festins.

ART. 15. — De plus, chaque habitant est assujetti, en sus de sa quote-part, à une contribution supplémentaire de 0p20 à titre d'indemnité de déplacement et de frais de bureau au profit du Chanh-quan-chieu et du Chanh-man-muc qui se partagent le produit.

ART. 16. — Le Dong-truong délivre obligatoirement quittance de toutes sommes perçues en y mentionnant le détail de la nature des perceptions. Les quittances doivent être détachées des quittanciers fournis par l'Administration.

ART. 17. — Au moment des recouvrements, le Dong-truong peut réquisitionner des hommes pour assurer la garde des fonds dont il demeure constamment responsable. Le nombre de réquisitionnés à cet effet ne doit néanmoins jamais dépasser cinq personnes.

Le transfert des fonds au siège du chau ne pourra de même être effectué que sous bonne escorte. La responsabilité du Dong-truong et de l'escorte reste engagée jusqu'au versement des fonds au mandarin chef de circonscription.

CHAPITRE V

Comptabilité du Dong

ART. 18. — En raison de l'inexistence presque totale des ressources communales, aucune obligation n'est faite aux autorités man de tenir

un livre de caisse.

Toutefois, si exceptionnellement des recettes accidentelles ont lieu (produit des amendes, etc...) le Dông-truong les consigne sur une feuille volante qu'il soumet à l'assemblée réunie à l'occasion de la répartition des impôts.

Il est tenu compte des recettes ainsi réalisées dans la répartition des charges contributives sur les administrés et mention doit en être faite sur l'état de répartition dont il est parlé à l'article 13.

Quant aux dépenses urgentes d'intérêt général, elles sont liquidées avec le produit des amendes, s'il en existe, sinon par cotisations versées immédiatement par les habitants qui y participent tous. Aucune dispense ne peut être accordée à ce sujet en faveur des notables.

ART. 19. — En ce qui concerne l'état de répartition des impôts, ce document est, aussitôt les opérations de recouvrement achevées, versé aux archives du dông et le Dông-truong doit en assurer la conservation avec le même soin qu'il apporte aux autres documents importants.

ART. 20. — En cas de changement de Dông-truong, le Dông-truong sortant remet à son successeur tous les registres et documents dont il avait la garde, en présence du Chanh-mán-muc convoqué à cette occasion. En cas de vacance pour cause de décès, la remise des registres est faite par les soins de la famille du Dông-truong défunt au Chanh-man-muc.

CHAPITRE VI Affaires judiciaires

ART. 21. — Lorsqu'un crime ou un délit est

commis sur le territoire du dōng, le Dōng-truong doit se porter sans délai sur les lieux pour procéder aux constatation d'usage. Il dresse, séance tenante, un compte rendu qu'il transmet au Juge du 1^{er} degré ou au Chef de poste européen le plus voisin.

La conciliation n'est pas autorisée en matière pénale.

Par contre, en matière civile ou commerciale, le Dōng-truong ainsi que le Chanh-man-muc et le Chanh-quan-chiêu sont habiles et doivent s'efforcer même à régler par voie de conciliation les contestations survenues entre les habitants du dōng. Si la conciliation réussit, procès-verbal signé des parties et des agents conciliateurs est adressé au Juge du 1^{er} degré pour inscription sur le registre de conciliations.

Si la tentative échoue, procès-verbal est également dressé et transmis au Juge du 1^{er} degré.

CHAPITRE VII Corvées et prestations

ART. 22. — Chaque thôn est responsable de l'entretien des pistes et des ponts dépendant de son territoire.

Il est procédé, tous les ans, au 8^e mois et au 11^e mois, à une revision générale de pistes communales. Au jour indiqué par le Thôn-truong pour le commencement des travaux, chaque famille doit mettre un de ses membres âgé de 16 ans au moins à la disposition de cet agent.

CHAPITRE VIII

Domaine

ART. 23.— Les man ne possédant généralement pas de rizières en vallée pratiquent la culture en montagne.

Si la nécessité les y oblige, ils peuvent recourir à la pratique des ray mais sous la réserve expresse de solliciter l'autorisation auprès de l'autorité résidentielle et, au surplus, de ne pas l'exécuter dans le domaine classé des forêts.

ART. 24. — Le dông reconnaît le droit exclusif d'usufruit sur les surfaces cultivées aux habitants qui les ont mises en valeur. Les bénéficiaires sont obligés de payer l'impôt foncier afférent à ces terres.

CHAPITRE IX

Protection des biens

ART. 25.— Toute atteinte sans grande gravité aux cultures en plantations est passible d'une amende de 0\$20 à 1 piastre au profit de la commune sans compter l'indemnité due à la partie lésée. En cas de récidive, l'amende est doublée. A la troisième infraction, le délitquant est conduit devant les autorités.

Les dépréciations importantes sont sanctionnées par voie de justice.

ART. 26. — Tout abatage d'arbres est rigoureusement interdit aux abords des monuments cultuels ou funéraires sous peine d'une amende

de 5 piastres dont 4 au profit de la partie lésée et 1 pour la commune. Si le monument est public, l'amende est entièrement versée à la commune.

CHAPITRE X

Cérémonies rituelles

ART. 27. — Le Dong-truong célèbre annuellement 3 cérémonies en l'honneur des génies protecteurs des récoltes :

- 1° — au 14^e jour du 5^e mois ;
- 2° — au 14^e jour du 7^e mois ;
- 3° — au 15^e jour du 8^e mois.

A chacune de ces cérémonies, chaque famille doit apporter sur le lieu de la célébration à titre d'offrandes, 1 poulet, 1 cân de riz et 1 cân d'alcool.

La préparation des victuailles peut être faite à domicile ou sur le terrain même de la cérémonie.

Le sacrifice terminé, chacun a la libre disposition des victuailles qu'il a apportées ; il peut les consommer sur place ou les rapporter chez lui. Personne ne doit des offrandes à qui que ce soit.

CHAPITRE XI

Actes d'Etat civil

ART. 28. — Le Chanh-quan-chieu a mission de tenir le registre d'état-civil pour tout le groupement man en résidence dans le Chau.

En raison de la trop grande dispersion des Mans, l'enregistrement des actes de l'état-civil est effectué dans les conditions ci-après :

1^o — Naissances. — Le Dong-truong du groupement établit une fiche de renseignements du modèle fixé par les règlements, signée du déclarant et de lui-même ; il transmet cette fiche, par l'intermédiaire du Chanh-man-muc, au Chanh-quan-chieu qui transcrit les renseignements sur le registre d'état civil (registre des naissances).

2^o — Mariages. — Le Dong-truong du groupement où est célébré un mariage doit établir une fiche de renseignements conforme au modèle fixé par les règlements, qu'il fait signer des époux, de leurs parents, de l'entremetteur et qu'il signe lui-même ensuite. Il transmet dans la même forme que pour les naissances le document au Chanh-quan-chieu qui le transcrit sur le registre des mariages.

3^o — Décès. — Il est procédé d'une manière analogue à celle des naissances, en utilisant le registre des décès.

ART. 29. — Tout transfert de domicile en dehors des limites d'un thôn ou d'un xa doit être déclaré un mois au moins à l'avance par l'intéressé au Thôn-truong, tant de l'ancien que du nouveau domicile.

Le Thôn-truong qui reçoit la déclaration est tenu d'en aviser les Chanh, Pho-man-muc et les Chanh, Pho-quan-chieu de qui il relève.

CHAPITRE XII

Mariages

ART. 30. — Tout mariage est assujetti aux règles suivantes :

a) l'office d'un entremetteur est, dans tous les cas, obligatoire ;

b) la famille du jeune homme doit verser à celle de la jeune fille, à titre de cadeaux de noces:

1° — une somme de cinq piastres au moment de la demande préliminaire.

2° — une somme de vingt piastres au moment de la célébration.

Elle doit en outre offrir 50 cân de viande aux parents de la jeune fille qui ont accompagné celle-ci au domicile conjugal le jour de la célébration.

ART. 31. — Au moment où les nouveaux époux quittent la famille de la mariée, il est d'usage que les parents de celle-ci leur fassent don d'une piastre.

Des cadeaux variant de 0p20 à 2p00 sont également faits aux nouveaux époux par les parents et amis de la famille du jeune homme. Bonne note doit être prise de ces dons que la coutume oblige à rendre à leurs auteurs quand ceux-ci contractent mariage à leur tour.

ART. 32. — Chez les Man-Tiên, le gendre est tenu préalablement à la célébration du mariage de venir travailler pour le compte des futurs beaux-parents à trois reprises pendant une durée respectivement égale à 5 jours, 10 jours et 15 jours. Les deux dernières périodes sont cependant rachetables moyennant une somme de 5p00. que paie l'obligé à ses futurs beaux-parents.

ART. 33. — La fiancée qui refuse par la suite de se marier au jeune homme ayant satisfait à l'obligation insérée à l'article précédent, est tenue, outre le remboursement des cadeaux qu'elle

avait reçus, de verser à ce dernier, à titre d'indemnité, une somme de 10 \$, 00. En cas d'inexécution, il lui est formellement interdit de convoler avec une tierce personne.

ART. 34. — Chez les Man-Tiên, la famille du garçon doit verser à celle de la fiancée, à titre de cadeaux de noces en sus de la somme de 20 \$, 00 prescrite à l'article 30, 100 cân de viande et 1 paire de poulets.

ART. 35. — Chez les Man-Mèo, le cadeau constitué conformément au paragraphe précédent, s'augmente de 50 cân de riz gluant et d'un poids égal de riz ordinaire.

ART. 36. — La remise des cadeaux doit être faite avec l'assistance d'un témoin (nàng coc choàng) et de l'entremetteur.

ART. 37. — Il est admis que, dans certains cas particuliers, la famille de la jeune fille formule la demande en mariage d'un garçon. Alors par similitude, cette famille est tenue d'accomplir ce que, dans les cas normaux, font les familles du fiancé.

ART. 38. — Le conjoint, quel que soit son sexe, qui a sollicité le mariage et qui prend ensuite l'initiative de rompre l'union, ne peut pas prétendre au remboursement des cadeaux qu'il a faits.

Si c'est le conjoint ayant reçu les cadeaux qui provoque la rupture, il est tenu de rembourser les cadeaux au conjoint délaissé.

ART. 39. — Le contrat de mariage n'est en aucun cas obligatoire.

Le versement du cheo n'est pas imposé.

La veuve qui désire convoler après la période du deuil doit en demander l'autorisation à ses beaux parents ou, s'ils sont décédés, à ceux qui les représentent. Si toute la ligne est éteinte, aucune autorisation n'est exigée.

ART. 40. — En aucun cas, la veuve remariée ne peut emmener ses enfants du 1^{er} lit chez son nouveau conjoint sans l'autorisation de la famille du premier mari, à moins que cette famille ne soit complètement éteinte.

CHAPITRE XIII Grossesse hors mariage

ART. 41. — Toute grossesse hors mariage oblige la famille de la jeune fille à une amende de cinq piastres au profit de l'Assistance sociale provinciale. Le jeune homme convaincu d'être l'auteur de la grossesse fait encourir à sa famille la même pénalité.

Les deux intéressés peuvent néanmoins se prendre pour époux s'il est établi qu'ils n'ont entre eux aucun lien de parenté à un degré prohibé. Ils doivent, bien entendu, se soumettre aux formalités régulières de la célébration normale du mariage.

CHAPITRE XIV Formalités mortuaires

ART. 42. — Lorsqu'un décès se produit, la famille du défunt doit en aviser sans délai le Thôn-truong ou le Dông-truong.

Sauf le cas de mort suspecte, le Dong-truong fait aviser les habitants pour que tous puissent assister à l'enterrement qui doit avoir lieu dans les 24 heures.

L'avis du décès est établi conformément à ce qui a été déjà dit au chapitre XI — Actes d'Etat-Civil.

ART. 43. — La famille du défunt n'est soumise à aucune obligation en ce qui concerne les cérémonies et les repas sauf, toutefois, à celle de ne pouvoir en aucun cas dépenser *au total plus de trente piastres* de frais quels qu'ils soient.

ART. 44. — L'autorisation d'inhumer sur un point déterminé doit être refusée toutes les fois que l'emplacement choisi est susceptible de préjudicier à un édifice cultuel ou à un tombeau voisin. Rapport sur le litige devra être adressé à l'autorité par le Dong-truong. La partie à qui les torts sont attribués est passible d'une amende de cinq piastres à verser à l'Assistance sociale provinciale et supporte en outre les frais occasionnés par le différend.

ART. 45. — Toute inhumation clandestine oblige son auteur au paiement d'une amende identique à celle de l'article 44 sans compter les poursuites judiciaires qui peuvent résulter pour lui de son infraction au règlement de la santé publique au Tonkin.

CHAPITRE XV Successions

ART. 46. — Toutes les successions — soit tes-

tamentaires, soit ab intestat, soit cultuelles, — sont attribuées conformément aux dispositions contenues dans les titres XI et XII du livre 1^{er} du Code Civil à l'usage des juridictions indigènes du Tonkin qui est applicable aussi bien aux populations autochtones de la haute région qu'à la population proprement annamite à compter du 1^{er} Janvier 1932. Il convient de se reporter au texte de ce Code chaque fois qu'un cas difficultueux se présente.

CHAPITRE XVI Festins de Khao Vong

ART. 47. — Seuls les Chanh-quan-chieu et les Chanh-man-muc sont tenus d'accomplir la formalité du Khao Vong qui consiste à donner des festins à l'occasion de la délivrance de leur brevet.

Le Dong-truong et le Thon-truong doivent seulement offrir un repas simple au collège électoral à l'issue de leur élection.

CHAPITRE XVII Hygiène publique

ART. 48. — Il est du devoir de tous de ne pas nuire à la salubrité publique. A cet effet, chaque particulier doit tenir sa maison en parfait état de propreté.

Interdiction formelle est faite de déposer des ordures dans le voisinage immédiat des puits ou des cours d'eau alimentant la commune. Le contrevenant est passible d'une amende de

0\$20 à 1\$00 à verser à la caisse du dōng. En cas de récidive, le délinquant est déféré à l'autorité pour être poursuivi devant les tribunaux.

ART. 49. — Lorsqu'un cas de maladie contagieuse se produit dans la commune, la famille du malade, ou à défaut, ses voisins, est ou sont tenus d'en aviser sans délai le Dōng-truong. Ceux qui se soustraient sciemment à cette obligation ou qui essaient de dissimuler les épidémies, s'exposent à des poursuites judiciaires. Les autorités man informent sur-le-champ l'autorité supérieure de l'apparition de l'épidémie.

ART. 50. — Si la personne atteinte de maladie épidémique succombe avant l'arrivée du médecin de l'assistance, le Dōng-truong fait prendre des mesures de précaution en vue de l'inhumation et veille à la désinfection des objets qui ont été en contact avec le malade.

ART. 51. — Le Dōng-truong informe à temps tous les administrés des vaccinations antivarioliques et les convoque au jour fixé du passage du médecin pour être vaccinés.

ART. 52. — Lorsqu'un habitant est atteint d'aliénation mentale, le Dōng-truong exerce une pression sur la famille pour le faire hospitaliser. Si le dément est furieux et constitue un danger pour autrui, il est conduit de force au chef-lieu pour être examiné par le médecin et traité.

ART. 53. — Le Dōng-truong ou le Thôn-truong est astreint à signaler à l'autorité supérieure la présence de lépreux dans la commune. Si le lépreux appartient à une famille qui peut subvenir à ses besoins, l'isolement à domicile

est accordé. Dans ce cas, le Dong-truong veille à ce que le malade n'ait pas de contact avec la population. S'il s'agit d'un indigent lépreux, le Dong-truong le fait évacuer sur le chef-lieu de la province en faisant prendre à l'escorte les précautions désirables.

CHAPITRE XVIII

Formation intellectuelle

ART. 54. — Les parents ont l'obligation d'envoyer leurs enfants à l'école officielle dès que ceux-ci atteignent leur 8^e année.

Lorsqu'en raison de l'éloignement de l'école officielle, les particuliers désirent entretenir à leurs frais un instituteur privé, ils doivent en demander l'autorisation à l'autorité supérieure par l'intermédiaire du Dong-truong.

ART. 55. — Les jeunes gens âgés de plus de 18 ans et qui poursuivent encore leur scolarité dans des établissements officiels sont exemptés des servitudes. Ils conservent par la suite indéfiniment ce bénéfice s'ils ont obtenu le certificat d'études primaires.

CHAPITRE XIX

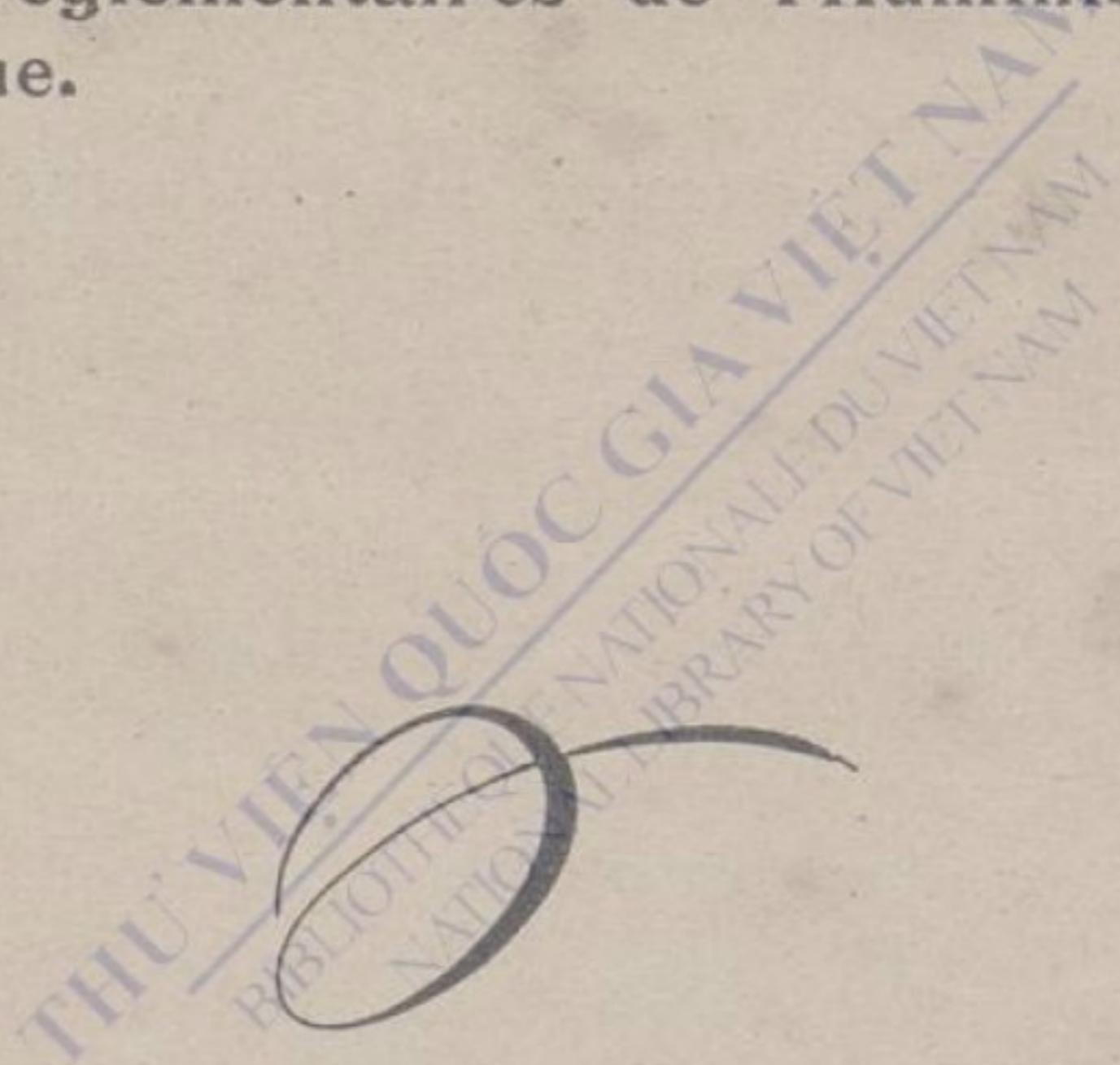
Dispositions exécutoires

ART. 56. — Le présent coutumier, soumis préalablement à l'approbation de l'autorité résidentielle, entrera en vigueur à compter du 1^{er} Janvier 1932. Il sera porté à la connaissance des habitants

par toutes les voies de publicité en usage et à la diligence du Dong-truong.

Tous les habitants, quelle que soit leur situation sociale, sont tenus de respecter strictement ces prescriptions.

Ils doivent se soumettre en outre aux actes réglementaires de l'Administration publique.



Hương-ước này do quan Chánh Công-sứ MASSIMI và quan Bố-chánh DƯƠNG-VĂN-AM tỉnh Bắc-kạn giao cho một Hội-đồng có những viên sau này biên tập :

Ông LƯƠNG-ĐÌNH-TRUNG, Quản-đạo huu-quan,
 VI-VĂN-Ỷ, Tri-phủ Bạch-thông,
 NÔNG-THIÊM-THẮNG, Nguyễn Tri-châu,
 NGUYỄN-DUY-LÈ, Nguyễn Châu-úy,
 LƯƠNG-VĂN-THU, Cựu Chánh-tổng
 TRIỆU-CHÍ-TÀI, Chánh-quản-chiều châu Bạch-thông,
 BÀN-VĂN-HOÀNG, Chánh-quản-chiều châu Chợ-rã,
 HOÀNG-VĂN-VÂN, Thân-hào dân Nùng châu
 Ngân-sơn.

Hội-đồng họp tại dinh quan Bố-chánh Bắc-kạn trong tháng Mười tám năm một nghìn chín trăm ba mươi mốt, tức tháng Chín năm Bảo-Đại thứ sáu.

Ông HOÀNG-VĂN-HỐT, Tham-biên tòa Sứ dịch các bản dự-thảo.

Hương-ước này đại-khai chú-ý châm-churóc và dung-hòa những mȳ-lục của dân đã kinh qua đời đời mà truyền đến bây giờ, cho thích-hợp với phong-lục cùng trình-độ hiện thời của dân. Vậy nên cho dân theo hương-lục này cho đến khi dân-chí tiến lên một bước nữa sẽ nên sửa đổi lại.

THƯ VIỆN QUỐC GIA VIỆT NAM
BIBLIOTHEQUE NATIONALE DU VIETNAM
NATIONAL LIBRARY OF VIETNAM

TỈNH BẮC-KAN

Châu

HƯƠNG-ƯỚC DÂN MÃN

Động

CHƯƠNG THỨ NHẤT VIỆC CAI-TRỊ TRONG ĐỘNG

Điều thứ nhất. — Động-trưởng phải tùy-tùng Chánh-mán-mục và Chánh-quản-chiểu trong nom các việc quan trọng động, nhất là việc suru-thuế.

Mỗi thôn có một người Thôn-trưởng giúp việc Động-trưởng và coi phu-phen đường-xá.

Điều thứ 2. — Động-trưởng và Thôn-trưởng có trách-nhiệm về việc giữ trật-tự và việc tri-an trong động.

Chánh, Phó-mán-mục và Chánh, Phó-quản-chiểu phải dẫn bảo Động-trưởng làm việc quan và cùng với những viên-chức ấy chịu trách-nhiệm việc tri-an trong dân.

Trong khi làm việc quan, dân cho Động-trưởng và các Thôn-trưởng được những quyền lợi sau này:

1° — số thuế định và thuế điền-thồ của các viên-chức ấy dân quân phân chịu thay cho. Nhưng thuế điền-thồ mỗi người chỉ được trừ đến hai mẫu thôi. Số thuế trừ ấy dân phải san sẻ gánh cho đều, không được kẻ hơn người kém;

2° — được miễn phu-dịch, được quyền dự-bản các công việc trong hạt mình.

Điều thứ 3. — Những hương-chức đã bị can-cách can-án thời mất quyền dự vào việc dân. Trừ ra về sau được phục quyền hoặc được bằng tướng-lục của quan Thống-sứ Bắc-kỳ cấp cho, thời mới lại được dự vào hương-chính.

Điều thứ 4. — Dân trong động phải lấy lương-thiện làm kỷ-cương và cần bảo-tồn lấy những mĩ-tục của nòi giống. Những kẻ gian phi, những người quấy rối trật-tự phải lánh xa, mà nhất là không được chứa-chấp họ.

CHƯƠNG THỨ HAI VIỆC TUẦN-PHÒNG

Điều thứ 5. — Động-trưởng và Thôn-trưởng cất đặt việc tuần-phòng và tróc nã kẻ gian-phi. Khi thấy có dị-văn dị-kiến gì thời phải báo Quan trên ngay, mà nếu quả tang bắt được kẻ tội-nhân, thời phải lập tức cho giải người và tang vật lên Quan đầu hạt hay Quan Đồn sở-tại.

Khi có người lạ đến hạt, Động-trưởng và Thôn-trưởng phải cho coi giữ và dò xét xem họ có dị ý gì không.

Nói tóm lại những người chức-sự trong dân, ai nấy phải tận tâm giữ việc trị-an cho dân có thể an cư làm ăn hưng thịnh được.

Điều thứ 6. — Khi có người lạ đến nhà ai, bất luận là người giống gì, gia-chủ phải báo ngay cho người chức-sự biết. Nếu không tuân, sẽ phải phạt một đồng bạc nộp vào công-quỹ.

Nếu chừa-chấp kẻ tội-nhân hay những người quấy rối việc trị-an thì luật-pháp sẽ trừng-trị.

CHƯƠNG THỨ BA

CẤP-CỨU

Điều thứ 7. — Khi trong động có xảy ra việc thủy hỏa đao tặc, Động-trưởng và Thôn-trưởng phải lập tức nỗi hiệu động, chỉ trừ khi nạn-nhân đã nỗi hiệu rồi thời thôi.

Động-trưởng và Thôn-trưởng mỗi người phải có ở trong nhà một cái mõ để lập hiệu động.

Điều thứ 8. — Hiệu động định như sau này :

1°—*Khi có giặc cướp* : mõ liên thanh trong độ ba phút ;

2°—*Khi có hỏa tai* : đánh ba hồi liền nhau rồi cách chừng mười lăm giây lại đánh ba hồi khác ;

3°—*Khi có trộm trâu, trộm bò, trộm ngựa* : đánh một hồi rồi cách mười lăm giây lại đánh hồi khác.

Thôn nào nghe thấy hiệu động, lập tức phải tiếp hiệu mō báo thôn lân-cận cho đến khi thôn ấy nỗi hiệu giả nhời mới được thôi.

Nếu thôn láng diềng ở xa không tiếp được hiệu, thời phải mang mō đến gần mà đánh cho thôn ấy nghe thấy.

Hiệu-lệnh định trên này, chung cho cả các Động trong tỉnh, khi thấy Động khác nỗi hiệu động, thời cũng phải tiếp hiệu báo các Động lân-cận đến cứu cấp.

Điều thứ 9. — Khi thấy mō động, thời ai nấy phải lắng tai nghe xem hiệu động về việc gì, rồi Thôn-trưởng lập tức, nhất diện cho tiếp mō báo thôn lân-cận, nhất diện mang người và đồ đặc khí giới đến nơi động cứu ứng.

Trừ những người già yếu, còn đàn ông từ 18 đến 50 tuổi đều phải đến cùu ứng cả.

Khi có sảy ra cháy rừng cũng vậy.

Điều thứ 10. — Nếu ai nghe thấy mō động mà phận-sự phải tiếp mō để báo thôn khác mà không làm, hoặc ai trốn việc cùu ứng, thời phải phạt như sau này :

1° — Khi có hỏa tai hay thủy tai: phải bồi cho nạn-nhân hai đồng bạc và hai mươi cân gạo;

2° — Nếu có việc đạo-tặc, Động-trưởng phải trình quan người bỏ việc để đưa ra Tòa nghị xử.

Trong lúc cùu cấp, cấm không ai được lấy đồ vật của nạn-nhân. Ai không tuân, bắt được, không

những phải giả lại đồ vật, Động-trưởng lại phải giải lên quan để trừng-trị.

Điều thứ 11. — Nếu ai vì việc cứu cấp mà bị thương thời dân phải trông nom chưa chạy và chịu tiền thuốc thang cho; nếu chẳng may mệnh-một thời dân phải tống-tàng cho tử-tế, và thường-niên trong dân có lễ tiệc cũng phải nhờ đến người đã vì nghĩa-vụ mà quá-cố; tang-phí hết bao nhiêu dân phải chịu. Những người ấy, Động-trưởng lại phải trình quan nghỉ thưởng.

Điều thứ 12. — Khi trong địa hạt có người nào, bắt luận người bản-xứ hay người ngoại-quốc, bị hoạn nạn gì, như đồ xe ô-tô, rơi tàu bay, ngã ngựa, đắm thuyền, vân vân,... hay hoặc vì nhẽ khác không đi được, thời dân làng, nhất diện phải ra cứu giúp và canh giữ người vật cho cẩn-thận, nhất diện đi tường Thôn-trưởng và Động-trưởng để báo quan ngay.

Ai không tuân điều này sẽ phải khiền-trách và phải phạt bạc từ 0\$20 đến 1\$00 nộp vào công-quỹ.

CHƯƠNG THỨ TƯ VIỆC SƯU THUẾ

Điều thứ 13. — Khi nhận được bài chỉ Động-trưởng định ngày bồ thuế rồi báo cho các Thôn-trưởng để loan báo cho dân biết.

Đến ngày ấy mỗi nhà cho một người đến nhà Động-trưởng để bồ thuế.

Việc bồ thuế phải làm cho thực công-binh,
Động-trưởng phải lập bài-bồ theo điều thứ 18
sau này, mọi người có mặt tại hội-đồng ký vào,
rồi Chánh-mán-mục và Chánh-quản-chiều đệ
trình Quan đầu hạt.

Quan đầu hạt duyệt-y bài-bồ rồi giao lại cho
dân thu thuế.

Điều thứ 14. — Vì các động đất rộng, đi lại
xa-xôi, thời trong khi thu thuế, Động-trưởng được
phép sửa một bữa ăn bồ vào công-dàn, bữa ăn
ấy không được quá đồng.

Số tiền chi về bữa ăn ấy sẽ quân-phân cho
đồng dân chịu và sẽ thu cùng với thuế điền-thồ.

Cấm không được nhận bữa ăn ấy bày ra cỗ-bàn
trà-tiệc.

Điều thứ 15. — Mỗi người, ngoài xuất thuế
của mình, phải đóng thêm 0\$20 để chi lô-phí và
bút-chỉ cho Chánh-quản-chiều và Chánh-mán-mục.

Điều thứ 16. — Thu thuế, Động-trưởng phải
phát phái-lai chua các khoản thu cho minh-bạch.
Phải dùng phái-lai lấy ở sổ răng-cưa của Nhà-
nước phát cho.

Điều thứ 17. — Trong khi thu thuế, Động-
trưởng được lấy người canh thuế, vì Động-
trưởng phải trách-nhiệm về việc giữ thuế. Nhưng
chỉ được lấy đến năm người thôi.

Khi tải thuế lên nộp nha sở-tại, cũng phải lấy
người áp tải. Động-Trưởng và các người đi áp tải

đều phải trách-nhiệm việc giữ tiền cho đến lúc nộp Quan sở-tại.

CHƯƠNG THỨ NĂM VIỆC CHI THU TRONG ĐỘNG

Điều thứ 18. — Vì dân Mán ít tiền công, nên không phải lập sổ chi thu.

Nhưng bắt thường có khoản thực-thu nào như tiền phạt vân vân, thời Động-trưởng phải biên vào một tờ giấy để đến ngày thu thuế trình Hội-dồng dân.

Lúc bồ thuế và quản phân các khoản đóng góp khác, thời phải chiểu tính các sổ thực-thu ấy trừ cho dân, và phải ghi rõ vào bài-bồ đã nói ở điều 13 trên này.

Khi có khoản chi tiêu công gì cần cắp, nếu công-quỹ có tiền phạt, thời lấy tiền ấy mà chi, nếu không thời bồ tay mỗi người gánh một phần. Không ai được miễn việc đóng góp ấy, dù là người chức-sự hay không cũng vậy.

Điều thứ 19. — Khi thu thuế xong phải đính bài-bồ thuế vào công-văn của động. Động-trưởng phải giữ giấy ấy cho cẩn-thận cũng như các giấy má can trọng khác.

Điều thứ 20. — Khi thay Động-trưởng, thời người Động-trưởng cũ phải soạn các sổ sách giao lại cho Động-trưởng mới trước mặt Chánh-mán-mục. Động-trưởng nào bất hạnh quá cố, thời thân-nhân phải soạn giao sổ sách cho Chánh-mán-mục.

CHƯƠNG THỨ SÁU VIỆC ÁN

Điều thứ 21. — Khi trong hạt có xảy ra một trọng-tội hay khinh-tội thời Động-trưởng phải đến tận nơi khám xét, rồi làm tờ bẩm trình Quan Sơ-cấp hay quan Đồn sở-tại.

Về hình-sự không được phép hòa-giải.

Nhưng nếu trong dân có ai thưa kiện về dân thương sự thời Động-trưởng cùng Chánh-mán-mục và Chánh-quản-chiều nên hết sức lấy công-lý mà hòa-giải đôi bên.

Nếu hòa-giải xong thời lập biên-bản, hai bên nguyên bị ký vào, đệ Quan Sơ-cấp vào sổ hòa-giải.

Nếu hòa-giải không xong cũng phải lập biên-bản đệ Quan Sơ-cấp.

CHƯƠNG THỨ BẢY PHU DỊCH

Điều thứ 22. — Đường xá và cầu cống thuộc thôn nào thời thôn ấy phải sửa sang.

Thường niên cứ đến tháng tám và tháng một ta thời các thôn phải sửa sang lại đường xá. Thôn-trưởng định ngày nào khởi công thời mỗi nhà phải cho một người từ 16 tuổi giờ lên ra làm việc.

CHƯƠNG THỨ TÁM CÔNG SẢN

Điều thứ 23. — Dân mán không có ruộng thấp, nên phần nhiều cầy cấy ở trên núi.

Nếu không đủ đất làm ăn thời dân mán được làm rẫy. Nhưng nhất luật phải xin phép Quan Chánh Công-sứ và không được phá các rừng cấm.

Điều thứ 24. — Ai đã có công khai phá giồng giọt chõ nào thời dân cho quyền ứng-dụng thu lợi. Nhưng phải đóng thuế điền thổ về những chõ đất ấy.

CHƯƠNG THỨ CHÍN HOA MẦU, CÂY CỐI

Điều thứ 25. — Ai sâm phạm đến hoa màu cây cối của người khác, thời vừa phải bồi thường cho người bị hại, vừa phải phạt bạc từ 0\$20 đến 1\$00 nộp vào công quỹ. Nếu tái phạm sẽ phải phạt gấp đôi. Đến lần thứ ba sẽ trình quan.

Nếu trọng phạm thời pháp-Luật sẽ trừng-trị.

Điều thứ 26. — Cấm không ai được phá hoại cây cối ở gần các đình chùa miếu mộ. Không tuân lệnh phải phạt năm đồng bạc (5\$00). Nếu là mồ mả của tư-gia, thời phải bồi thường cho người ta 4\$00, còn một đồng nộp vào công dân. Nếu là đình chùa đền miếu của dân, thời phải nộp dân cả 5\$00.

CHƯƠNG THỨ MƯỜI TẾ LỄ

Điều thứ 27. — Đệ niên đến ngày:
14 tháng Năm,

14 tháng Bảy,
rằm tháng Tám,

Động-trưởng làm lễ tế Thần-nông cầu cho
dân làm ăn hưng-thịnh.

Trong những lễ ấy mỗi nhà đem một con gà,
một cân gạo và một cân rượu đến cúng Thần.

Dân có thể mang đồ chín đến cúng, hoặc mang
gà gạo đến chỗ cúng làm cũng được.

Cúng xong, lễ vật của ai người ấy được mang
về, hoặc ăn ngay ở đấy cũng được. Không ai
phải biếu ai cả.

CHƯƠNG THỨ MƯỜI MỘT VIỆC HỘ-TỊCH

Điều thứ 28. — Chánh-quản-chiều giữ sổ hộ-
tịch cho toàn dân mán trong châu.

Vì các thôn động ở cách biệt nhau xa, việc
vào sổ hộ-tịch phải theo thê-lệ định sau này:

1° *Khai-sinh* — Khi có người khai sinh
thời Động-trưởng làm một tờ khai lý-lịch theo
mẫu Nhà-nước định. Người đứng khai cùng
Động-trưởng ký vào, rồi đưa cho Chánh-mán-
mục gửi cho Chánh-quản-chiều biên chú vào
sổ khai-sinh ;

2° *Khai giá-thú*. — Người Động-trưởng nơi cưới
làm một tờ khai lý-lịch theo kiểu mẫu Nhà-nước
định. Đòi bên vợ chồng, cha mẹ chồng, cha mẹ
vợ và người mối cùng với Động-trưởng ký vào

rồi đưa cho Chánh-mán-mục gửi cho Chánh-quản-chiều vào sổ giá-thú cũng như thê-lệ trên này.

3° *Khai tử.* — Việc khai tử cũng theo thê-lệ ấy, nhưng phải biên vào sổ tử.

Điều thứ 29. — Ai di cư phải trình với Thôn-trưởng nơi chú-quán cũ và nơi chú-quán mới trước một tháng.

Thôn-trưởng phải tường việc khai di cư ấy cho Chánh-mán-mục và Chánh-quản-chiều biết.

CHƯƠNG THỨ MƯỜI HAI

HÔN TỤC

Điều thứ 30. — Việc hôn thủ phải theo thê-lệ sau này :

- 1° — phải mượn người làm mối ;
- 2° — lễ vật nhà gái dẫn cho nhà gái định như sau này :

- a) lễ hỏi : 5\$00 (năm đồng bạc) ;
- b) lễ cưới : 20\$00 (hai mươi đồng).

Hôm họ nhà gái đưa dâu về, nhà gái lại phải biện năm mươi cân thịt tiễn chân.

Điều thứ 31. — Lúc cô dâu chú rể ở nhà gái ra đi, thời bên nhà gái mừng cho một đồng bạc.

Họ hàng bên nhà gái cũng cho dâu rể người vài bốn hào, người một hai đồng. Ai mừng bao nhiêu, nhà gái phải biên lấy, để khi ai có việc cưới xin thời mừng lại.

Điều thứ 32. — Tục Mán-Tiền, trước khi cưới, người con gái phải đến nhà bố mẹ vợ làm công ba lần: lần thứ nhất năm ngày, lần thứ nhì mươi ngày, lần cuối cùng mươi lăm ngày. Hai lần sau nếu người con gái không muốn đi làm công thời phải đưa cho nhà gái năm đồng bạc để chuộc.

Điều thứ 33. — Về sau nếu người con gái chè không chịu lấy, thời phải đền cho người con gái 10\$00 (mươi đồng). Nếu không thời không được lấy người khác.

Điều thứ 34. — Tục Mán-Tiền lễ cưới phải hai mươi đồng bạc (20\$), một trăm cân thịt và một đôi gà.

Điều thứ 35. — Tục Mán-Mèo lễ cưới phải theo như điều 34 và thêm năm mươi cân gạo tẻ, năm mươi cân gạo nếp.

Điều thứ 36. — Lúc dẫn cưới phải lấy một người làm chứng gọi là nàng cóc choàng và phải có mặt người mối.

Điều thứ 37. — Tục mán có khi cha mẹ đi hỏi chồng cho con gái. Khi ấy thời nhà gái phải biện lẽ vật cho nhà giai như cưới con giai vậy.

Điều thứ 38. — Vợ chồng đã lấy nhau, bèn nào tự mình chè bở, thời trước dẫn cưới bao nhiêu không được đòi lại.

Nếu là bên lĩnh lẽ cưới đừng lên bỏ thời phải
giả lại các lẽ-vật.

Điều thứ 39. — Tục mán không phải làm
hôn-thủ và nộp cheo.

Vợ hóa khi đoạn tang chồng, muốn đi lấy chồng
khác phải xin phép bố mẹ chồng; nếu bố mẹ
chồng quá-cố rồi thời phải xin phép người thay
quyền cha mẹ chồng. Nếu bên nhà chồng không
còn ai thời được miễn phép.

Điều thứ 40. — Đàn bà hóa đi lấy chồng không
được mang con chồng trước đi theo mình, trừ khi
họ nhà chồng không còn ai thời mấy được phép.

CHƯƠNG THỨ MƯỜI BA HOANG THAI

Điều thứ 41. — Con gái hoang thai thời cha
mẹ hoặc thàn-nhản phải phạt 5\$00 (năm đồng) nộp
vào quỹ hội Tương-tế hàng tỉnh. Người con giai
não xét ra quả có thông dâm với người con gái
hoang thai cũng phải phạt bạc như thế.

Nếu xét ra đôi bên không phải là họ-đương
với nhau thời được phép lấy nhau. Nhưng việc
cưới xin cũng phải theo thường lệ.

CHƯƠNG THỨ MƯỜI BỐN TĂNG LỆ

Điều thứ 42. — Khi có người quá-cố tang-chủ
phải báo ngay Thôn-trưởng hay Động-trưởng.

Nếu không có điều gì khả nghi thời Động-trưởng loan báo cho mọi người biết đến đưa đám, mà nội trong 24 giờ phải mai-táng.

Tờ khai-tử phải theo thề-lệ định ở chương thứ II trên này.

Điều thứ 43. — Việc tế-lễ ăn uống thời tùy gia-chủ, dân không bắt buộc chi hết. Nhưng sự tiêu dùng về các việc tế-lễ không được quá ba mươi đồng bạc (30\$00).

Điều thứ 44. — Nếu tang-chủ xin mai-táng vào một chỗ phạm đến đình chùa miếu mộ thời dân không được phép cho chôn. Động-trưởng phải làm giấy bẩm quan ngay. Nếu sau xét ra bên nào có lỗi thời phải phạt năm đồng (5\$00) nộp vào quỹ hội Tương-tế hàng tỉnh và việc đào tung phi-tồn bao nhiêu phải chịu cả.

Điều thứ 45. — Ai tự tiện mai-táng không xin phép thời không những phải nộp số tiền phạt định ở điều 44 mà lại phải trưng-trị nếu không tuân luật-lệ về vệ-sinh chung ở Bắc-kỳ.

CHƯƠNG THỨ MUỜI LĂM THÙA-KẾ THÙA-TỰ

Điều thứ 46. — Về các việc thừa-kế thừa-tự, hoặc có chúc-thư, hoặc không, thời cứ chiểu theo thề-lệ đã định trong tiết thứ mươi một và 12 quyền thứ nhất bộ Dân-luật mới thi hành tại các

tòa Nam-Án Bắc-ky bắt đầu từ 1er Janvier 1932, chung cho cả dân Thượng-du và dân Trung-châu. Khi có việc khó-khăn thời nên mở luật ra mà tra-cứu.

CHƯƠNG THỨ MƯỜI SÁU KHAO VỌNG

Điều thứ 47. — Chỉ có Chánh-quản-chiêu và Chánh-mán-mục khi lĩnh bằng phải khao dân, còn Động-trưởng và Thôn-trưởng thời chỉ hôm công-cử phải thết các người đi bầu một bữa thôi.

CHƯƠNG THỨ MƯỜI BẢY VỆ-SINH CHUNG

Điều thứ 48. — Trong dân ai cũng phải lấy vệ-sinh chung làm trọng. Nhà cửa phải giữ gìn cho sạch sẽ.

Cấm không được đồ rác ở gần sòng, gần giếng nước ăn. Trái lệnh phải phạt từ 0\$20 đến 1\$00. Tái phạm sẽ giải lên quan trừng-trị.

Điều thứ 49. — Khi có ai mắc phải bệnh truyền-nhiễm thời thàn-nhân hay không có thàn-nhân thời người láng giềng phải lập tức báo Động-trưởng. Ai biết không bão, hay ăn-nặc đi luật-pháp sẽ trừng-trị. Người chức-sự phải bão quan ngay.

Điều thứ 50. — Nếu quan thày thuốc chưa kịp tới mà bệnh-nhân đã chết rồi thời Động-trưởng phải trông nom việc mai-tàng cho cẩn thận và phải bắt gia-chủ tẩy rửa những đồ dùng của người ốm để ngăn sự truyền-nhiễm.

Điều thứ 51. — Khi được tin có thầy thuốc đến chửng đậu thời Động-trưởng nên loan báo cho mọi người kịp đến.

Điều thứ 52. — Khi trong dân có người mắc bệnh điên thời Động-trưởng nên khuyên người nhà mang bệnh-nhân vào nhà thương phục thuốc. Nếu người điên hung-tợn phá-phách thời phải bắt mang lên tinh ly để quan thày thuốc khám chữa.

Điều thứ 53. — Khi có người mắc bệnh phong thời Động-trưởng hay Thôn-trưởng phải trinh quan. Nếu nhà người mắc bệnh có thể nuôi người ốm ở nhà thời cho phép để ở nhà, nhưng phải cho người ốm ở biệt riêng một nơi. Động-trưởng phải ngăn ngừa dân đừng lai vãng chỗ bệnh-nhân ở. Nếu người mắc bệnh nghèo khó Động-trưởng phải cho người đưa lên tinh để quan tinh cho vào bệnh-viện. Người đi đưa bệnh-nhân nên giữ gìn cho cẩn thận.

CHƯƠNG THỨ MUỜI TÁM VIỆC HỌC

Điều thứ 54. — Trẻ con lèn tám tuổi trở lên bố mẹ phải cho vào trường công học.

Nếu vì trường công xa, các tư-gia muốn nuôi thầy tư-thục thời phải khai với Động-trưởng để lên quan xin phép.

Điều thứ 55. — Học trò đã quá 18 tuổi mà còn theo học tại trường công thời được miễn phu-dịch. Nếu sau đậu bằng Sơ-học tốt-nghiệp thời được miễn mãi mãi.

CHƯƠNG THỨ MƯỜI CHÍNH

ĐIỀU-LỆ THI HÀNH

Điều thứ 56. — Hương-ước này quan Chánh Công-sứ duyệt-y rồi sẽ thi-hành bắt đầu từ ngày mồng một tháng giêng năm một nghìn chín trăm ba mươi hai (1er Janvier 1932). Động-trưởng sẽ yết-thị và rao mõ để ai nấy được biết.

Dân trong động, bắt luận sang hèn trên dưới, nhất luật phải tuân Hương-ước này.

Ngoài ra lại phải tuân Luật-lệ Nhà-nước nữa.



Le présent coutumier de la commune de _____ a été adopté par le Conseil des Notables le 15 Décembre 1931.

Hương-ước này của xã _____ Hội - đồng Kỳ-mục đã công-nhận tại Hội-đồng ngày 15 Décembre 1931.

Vu :
Chiều :
Le Tri _____

Approuvé :
Le Chef indigène de la province,
Duyệt-y :
Quan đầu tỉnh An-nam

Approuvé et rendu exécutoire
à compter du 1^{er} Janvier 1932
Duyệt-hành
Kể từ ngày 1^{er} Janvier 1932
Backan, le 24 Décembre 1931
L'Administrateur Résident,

Image ent complair
Hanoi le 26/12/94



THU VIEN QUOC GIA VIET NAM
BIBLIOTHEQUE NATIONALE DU VIET NAM
NATIONAL LIBRARY OF VIET NAM